

# AVIS

## du Conseil de la Concurrence

relatif au projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n°17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi





## Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste

“ La même exigence s'impose en ce qui concerne le nouveau pacte économique qui implique le devoir d'être attentif à l'appareil de production, et de stimuler l'esprit d'initiative et la libre entreprise, en s'attachant notamment à encourager les PME. Cette démarche est en accord avec l'esprit de la nouvelle Constitution qui consacre l'Etat de droit dans le domaine des affaires, prévoit une série de droits et institue un certain nombre d'instances économiques. Celles-ci sont chargées de garantir la liberté d'entreprendre et les conditions d'une concurrence loyale, ainsi que la mobilisation des dispositifs de moralisation de la vie publique et des moyens de lutte contre le monopole, les privilèges indus, l'économie de rente, la gabegie et la corruption. ”

**Extrait du Discours Royal à l'occasion du douzième anniversaire  
de la fête du Trône, du 20 chaabane 1432 (30 juillet 2011)**

Conseil de la Concurrence  
Avenue Attine . Mahaj Riad Center  
Immeubles 7 et 8. 4ème étage, Hay Ryad - Rabat  
Tél. : 05 37 75 28 10 - 05 37 75 62 16

Dépôt légal : 2020MO0682

ISBN : 978-9920-603-02-7

ISSN : 2658-8552

Conseil de la Concurrence

)Conformément aux dispositions de la loi n° 20.13 relative au Conseil de la Concurrence, le Conseil a été saisi par le Chef du Gouvernement, le 23 rabii I 1441 (21 novembre 2019), pour émettre son avis sur le projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi.

Dans ce cadre, et conformément aux dispositions de la loi n° 20.13 relative au Conseil de la Concurrence, et de la loi n° 104.12 relative à la liberté des prix et de la concurrence, et après que le Rapporteur Général et le Rapporteur de la demande d'Avis aient été entendus, le Conseil de la Concurrence a adopté à l'unanimité, lors de la réunion de la Commission permanente tenue le 20 jourmada I 1441 (16 janvier 2020), le présent Avis.



---

## **Avis du Conseil de la Concurrence n° A/1/20**

du 20 jourmada I 1441 (16 janvier 2020)

**relatif au projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des évènements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi**

Le Conseil de la Concurrence ;

- Vu la loi n° 20.13 relative au Conseil de la Concurrence, promulguée par le Dahir n° 1.14.117 du 2 Ramadan 1435 (30 Juin 2014) ;
- Vu la loi n° 104.12 relative à la liberté des prix et de la concurrence, promulguée par le Dahir n° 1.14.116 du 2 Ramadan 1435 (30 Juin 2014) ;
- Vu le Décret n° 2.14.652 du 8 Safar 1436 (1er Décembre 2014) pris pour l'application de la loi n° 104.12 sur la liberté des prix et de la concurrence ;
- Vu le Décret n° 2.15.109 du 16 Chaabane 1436 (4 Juin 2015) pris pour l'application de la loi n° 20.13 relative au Conseil de Concurrence ;
- Après avoir pris connaissance de la demande d'Avis, parvenue de la part du Chef du Gouvernement, le 23 rabii I 1441 (21 novembre 2019), à propos du projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des évènements catastrophiques, visée à l'article 64-1 de la même loi, enregistrée auprès du Secrétariat Général du Conseil de la Concurrence sous n° 19/ط.ب/97 ;
- Vu la décision n° 83/19 portant nomination d'un Rapporteur à ce sujet ;
- Et après présentation du projet d'Avis par le Rapporteur Général et le Rapporteur, lors de la réunion du 20 jourmada I 1441 (16 janvier 2020).

**A émis l'Avis suivant :**

## I - Présentation de la demande d'Avis

Par sa lettre n° 1866 du 21 novembre 2019, enregistrée au Secrétariat Général du Conseil de la Concurrence sous le n° 19/ط.ر/97, le Conseil de la Concurrence a été saisi par le Chef du Gouvernement pour émettre son Avis sur le projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi, et sa conformité avec les dispositions de la loi n° 104.12 relative à la liberté des prix et de la concurrence.

Une copie du projet d'arrêté susmentionné a été jointe à cette demande d'Avis, en plus d'une note de présentation générale le justifiant. Ce projet s'inscrit, selon la note, dans la dernière étape du processus de concrétisation du régime de couverture des conséquences d'événements catastrophiques institué par la loi n° 110.14, et qui vise la couverture des risques liés, non seulement aux catastrophes naturelles telles que les inondations, les tremblements de terre, les tsunamis et crues, mais aussi à ceux liés à l'action violente de l'homme, tels que le terrorisme et les émeutes ou les mouvements populaires.

Les charges induites par le financement de ce régime de couverture universel ont été partagées entre deux populations :

- **Population assurantielle** : disposant d'un contrat d'assurance non vie (essentiellement l'assurance automobile et habitation) sur lequel des primes supplémentaires seront appliquées. Cette population sera indemnisée en cas de survenance d'événements catastrophiques, sur la base des contrats conclus avec les compagnies d'assurances privées ;
- **Population allocataire** : elle est constituée de l'ensemble des individus présents sur le territoire national et ne disposant pas d'un contrat d'assurance. Les risques liés aux événements catastrophiques, susvisés ci-dessus, sont pris en charge dans ce cas par un fonds spécial public dédié, intitulé « le Fonds de solidarité contre les événements catastrophiques ». Ce fonds sera financé, en partie par une dotation budgétaire de l'Etat et une autre partie sera financée par le produit de la taxe parafiscale « Taxe de solidarité contre les événements catastrophiques » institué par le décret n° 2-19-244 du 30 septembre 2019 portant un prélèvement de 1 % sur les primes et les surprimes ou les cotisations versées au titre des contrats d'assurances relatifs aux opérations d'assurance non vie.

En outre, pour ce qui est de la population assurantielle du régime de couverture des conséquences d'événements catastrophiques, le projet d'arrêté, objet de la demande d'Avis, propose de fixer aussi bien les tarifs que les plafonds des indemnités :



- Les primes ou cotisations relatives à la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques ;
- Le taux de commissionnement pour la présentation des opérations d'assurance au titre de cette garantie ;
- Les franchises et les plafonds de la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques ;
- Le plafond global d'indemnisation par événement lorsqu'il s'agit d'un évènement catastrophique ayant pour origine un agent naturel ou à l'action violente de l'homme ;
- Le plafond global d'indemnisation par année lorsqu'il s'agit d'un évènement catastrophique ayant pour origine un agent naturel ou à l'action violente de l'homme.

## **II - Analyse du marché marocain des assurances**

Le secteur des assurances au Maroc joue un rôle important dans l'économie marocaine et ce, à travers la collecte de l'épargne et son injection pour le financement de l'économie, ainsi que la protection contre les risques et les aléas.

Le secteur des assurances ne cesse de prendre de l'importance, par les sommes qu'il draine, les personnes qu'il couvre et les risques dont il assure la couverture. En 2018, ce secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 43,1 milliards de dirhams contre 40,7 milliards en 2017 et contribue par conséquent au développement de l'économie marocaine, notamment à travers l'épargne qu'il occasionne et qui se traduit en possibilités d'investissement.

Dans le cadre de l'analyse du marché des assurances, nous procéderons d'abord par la définition du marché de référence qui permettra de délimiter avec précision le marché pertinent, avant d'examiner l'offre et la demande.

### **1. Le marché de référence**

Afin de délimiter avec précision le périmètre du marché qui fera l'objet de notre analyse, il est nécessaire de définir le marché de référence concerné.

Dans le cas d'espèce, le projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques prévue à l'article 64-1 de la même loi, fixant les franchises et les plafonds de la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques, les primes ou cotisations relatives à ladite garantie, le taux de commissionnement pour la présentation des opérations d'assurance au

titre de cette garantie, ainsi que les plafonds d'indemnisation par événement catastrophique et par année, concerne une **inclusion obligatoire** dans l'ensemble des contrats d'assurance à l'**exception** de l'assurance vie et capitalisation, de l'accident du travail et de l'assurance maritime et aviation de ladite garantie.

De ce fait, le marché pertinent qui sera considéré dans le cadre de la présente demande d'Avis concerne toutes les assurances non vie revêtant une dimension géographique nationale puisqu'ils sont commercialisés sur tout le territoire national par tous les opérateurs dans le secteur des assurances.

## 2 . L'offre du marché des assurances

Le marché marocain d'assurance compte actuellement vingt-trois entreprises d'assurances et de réassurance (EAR), dont dix-neuf (19) entreprises commerciales et quatre (4) mutuelles.

Le tableau suivant dresse le nombre d'entreprises d'assurances et de réassurance au Maroc en 2018 :

	2018
<b>EAR pratiquant les opérations vie et non vie</b>	<b>8</b>
<b>EAR spécialisées en :</b>	<b>15</b>
Assurance non vie	3
Assurance vie	2
Assistance	5
Assurances crédit	3
Réassureurs exclusifs	2
<b>Total</b>	<b>23</b>

Source : ACAPS, mars 2018

Il convient de signaler que huit (8) entreprises pratiquent aussi bien les opérations d'assurance non vie que les opérations d'assurance vie et capitalisation, trois se limitent aux opérations d'assurance non vie, deux se spécialisent dans les opérations d'assurance vie et capitalisation, cinq pratiquent les opérations d'assistance, trois pratiquent exclusivement l'assurance-crédit-caution, et deux entreprises sont spécialisées dans la réassurance.

Le chiffre d'affaires réalisé par le secteur des assurances en 2018 est de 43,1 milliards de dirhams avec une progression de 6 % par rapport à 2017 où le chiffre d'affaires était de 40,7 milliards de dirhams.

Cette croissance est soutenue par les émissions directes du secteur des assurances qui représentent 95,5 % du total. Ces derniers ont progressé de 6,2 % et s'élèvent à 41,2 milliards de dirhams en 2018 contre 38,7 milliards l'exercice précédent.

Les opérations non vie ont réalisé une progression de 5,6 % et s'élèvent à 23 milliards de dirhams en 2018, représentant 55,8 % du total de ces émissions.

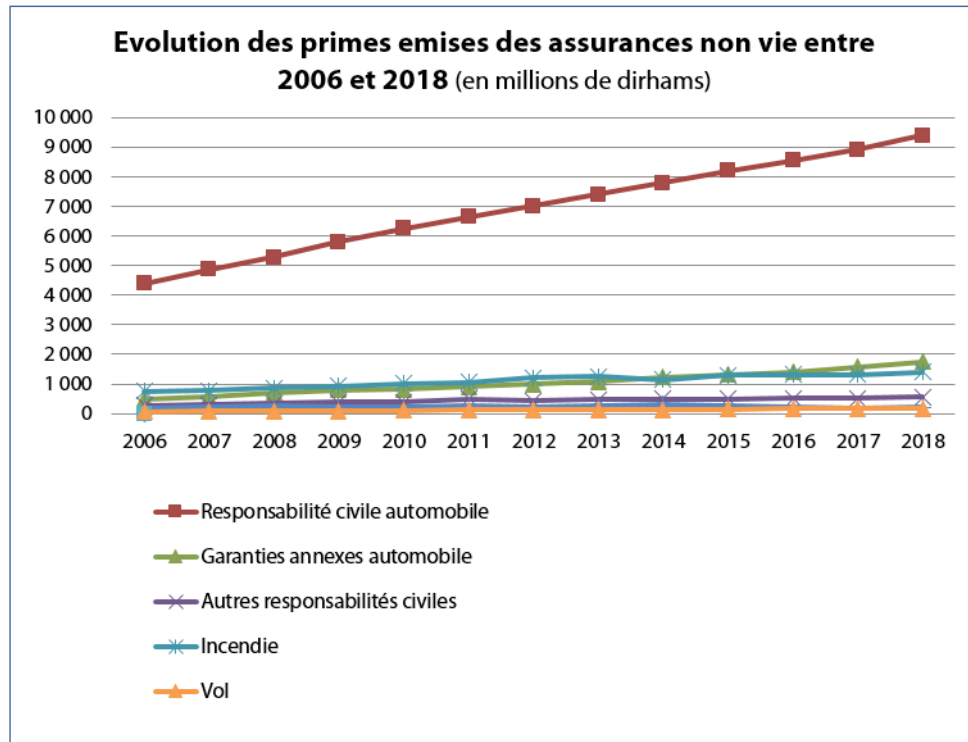
Le tableau suivant dresse la structure du chiffre d'affaires du secteur des assurances ainsi que la contribution de chaque type d'assurance en 2018 :

	2018		
	Chiffre d'affaires en millions de dhs	Contribution	Evolution 2017/2018
Assurance vie et capitalisation	18189,4	44,0 %	7,1 %
Automobile	11147,2	27,0 %	5,9 %
Accidents corporels	4074,3	9,9 %	3,9 %
Accidents de travail	2244,3	5,4 %	1,0 %
Incendie	1417,7	3,4 %	6,5 %
Assistance - Crédit - Caution	1549,1	3,7 %	9,5 %
Transport	625,5	1,5 %	3,4 %
Autres opérations non vie	1002,1	2,4 %	2,3 %
Responsabilité civile générale	581,7	1,4 %	6,0 %
Risques techniques	300,6	0,7 %	24,0 %
Acceptations en réassurance	213,3	0,5 %	14,0 %
<b>Total</b>	<b>41345,2</b>	<b>100 %</b>	<b>6,1 %</b>

Source : ACAPS, 2018

Sachant bien que le secteur des assurances a été entièrement libéralisé depuis le 6 juillet 2006, date à partir de laquelle les primes d'assurance ne font plus partie de la liste des produits et services dont les prix sont réglementés, et ce conformément aux dispositions du 2ème et 3ème paragraphe de l'article 83 de l'ancienne loi n° 06.99 relative à la liberté des prix et de la concurrence.

Le graphique suivant dresse l'évolution globale des principales primes d'assurances non vie de 2006 à 2018:



Source : Conseil de la Concurrence sur la base des informations de l'ACAPS

Le graphique ci-dessus, montre que les primes d'assurance non vie ont connu une évolution importante et ce depuis 2006, essentiellement la responsabilité civile automobile obligatoire, qui a connu un taux de croissance annuel moyen de 6,05 % ; passant de 4,3 milliards de dirhams en 2006 à environ 9,4 milliards de dirhams en 2018, ce qui peut s'expliquer par l'évolution importante qu'a connu le parc automobile marocain.

### 3 . La demande du marché

Les produits d'assurance ont connu une forte demande durant les dix dernières années. Cette demande est due à plusieurs facteurs. Il s'agit, en particulier, de l'amélioration du pouvoir d'achat de la population, l'essor qu'ont connu particulièrement les secteurs de l'habitat et de l'automobile, le changement de la culture des marocains au sujet de l'assurance et de la croissance du tissu économique dont certaines activités ont de plus en plus tendance à se prémunir contre différents sortes d'aléas.

Cette demande est particulièrement adressée à la branche assurance automobile et à l'assurance vie qui représentent, à elles seules, 71 % du total des primes émises en 2018 (assurance vie 44 % et l'assurance automobile 27 %).

En effet, l'amélioration du pouvoir d'achat s'est accompagnée, entre autres, par l'accroissement du parc automobile au Maroc, qui a atteint 4.311.844 unités en 2018, englobant les motocyclettes avec une évolution importante de 366 % depuis 2014, les véhicules de tourisme dont l'évolution a atteint 22 % par rapport à 2014, ainsi que les véhicules utilitaires qui ont évolué de 20 % en comparaison avec 2014. Cette évolution a entraîné, par conséquent, le développement de la demande de l'assurance automobile.

En ce qui concerne l'assurance habitation, son taux de pénétration est très faible, il est estimé en 2018 à moins de 2 %, dû essentiellement à la difficulté d'acceptation du principe lui-même de cette assurance habitation par la société marocaine ; malgré que les sociétés d'assurances proposent une multitude de produits dans ce domaine.

### **III - Analyse juridique de la recevabilité de la demande d'Avis**

Ce projet d'arrêté intervient en application des dispositions du décret n° 2.19.599 modifiant et complétant le décret n° 2.18.1009 pris pour l'application du Code des Assurances, qui a habilité l'autorité gouvernementale chargée des finances à fixer certaines dispositions relatives à la garantie contre les conséquences d'évènements catastrophiques, introduite par la loi n° 110.14 instituant un régime de couverture des conséquences d'évènements catastrophiques et modifiant et complétant la loi n° 17.99 portant Code des Assurances.

Aussi, et en vue de s'assurer que la présente demande d'Avis du Chef du Gouvernement s'inscrit dans le cadre des attributions du Conseil de la Concurrence, telles que définies par la loi n° 20.13 et son décret d'application, le Conseil a procédé à une analyse juridique de ladite demande d'Avis au niveau de la forme et du fond.

#### **1 . Sur la forme**

La demande d'Avis, soumise au Conseil de la Concurrence par le Chef du Gouvernement, s'inscrit dans le cadre de la loi n° 20.13 susvisée, notamment les articles suivants :

- Le deuxième paragraphe de l'article 5 qui stipule que le Conseil « donne son avis sur toute question relative à la concurrence à la demande du Gouvernement » ;
- Le troisième paragraphe de l'article 7 qui prévoit que « le Conseil est obligatoirement consulté par le Gouvernement sur les projets de textes législatifs ou réglementaires instituant un régime nouveau ou modifiant un régime en vigueur ayant directement pour effet : (...) d'imposer des pratiques uniformes en matière de prix ou de conditions de vente ».

S'agissant d'une demande d'Avis portant sur l'examen de la conformité d'un projet de texte réglementaire avec les dispositions de la loi n° 104.12 relative à la liberté des prix et de la concurrence, le Conseil de la Concurrence a procédé à l'analyse de cette demande dans le

cadre de ses compétences consultatives, telles que définies par les dispositions du troisième paragraphe de l'article 7 de la loi n° 20.13 susmentionnée.

**Par conséquent, cette demande d'avis est recevable au niveau de la forme.**

## 2. Sur le Fond

Il convient de signaler, tout d'abord, que le secteur des assurances a été entièrement libéralisé depuis le 6 juillet 2006, date à partir de laquelle les primes d'assurance ne font plus partie de la liste des produits et services dont les prix sont réglementés, et ce conformément aux dispositions du 2ème et 3ème paragraphe de l'article 83 de l'ancienne loi n° 06.99 relative à la liberté des prix et de la concurrence.

En conséquence, les primes ou cotisations relatives à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques ainsi que les taux de commissionnement pour la présentation des opérations d'assurance au titre de ladite garantie se trouvent libres et soumises aux règles du libre jeu de la concurrence.

Toutefois, et sans consultation préalable et obligatoire du Conseil de la Concurrence comme le prévoit l'article 7 de la loi n° 20.13 susmentionnée, cette liberté a été réduite depuis le 25 Août 2016 et le législateur a introduit la fixation des primes ou cotisations relatives à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques ainsi que les taux de commissionnement pour la présentation des opérations d'assurance au titre de ladite garantie, et ce conformément à l'article 248-2 de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, qui stipule que :

*« Nonobstant toutes dispositions législatives et réglementaires contraires, les primes ou cotisations relatives à la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques prévue à l'article 64-1 ci-dessus, ainsi que les taux de commissionnement pour la présentation des opérations d'assurance au titre de ladite garantie, sont fixés par voie réglementaire sur proposition de l'Autorité ».*

Il convient de rappeler que le projet d'arrêté, soumis au Conseil de la Concurrence, s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de l'article ci-dessus.

Il ressort du contenu du projet d'arrêté en question, soumis au Conseil de la Concurrence, que son objectif consiste à fixer les primes, les cotisations et les taux de commissionnement qui seront appliqués en ce qui concerne la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques, sachant que le principe de fixer ces primes par voie réglementaire a été déjà adopté en vertu de la loi susmentionnée. Cela signifie que ladite loi constitue l'exception la plus récente au principe de liberté des prix vis-à-vis des primes, des cotisations et des taux de commissionnement appliqués en matière de garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques.

Il convient de rappeler aussi que même si ladite loi a été promulguée sans demande d'Avis du Conseil de la Concurrence, à défaut de sa composition juridique à l'époque, le projet d'arrêté, soumis au Conseil et publié au Bulletin Officiel le 4 jourmada 1441 (30 décembre 2019), s'est contenté de fixer les montants mentionnés.

Au vu de ce qui précède, le Conseil de la Concurrence estime que le principe de mettre la garantie contre les conséquences d'événements catastrophiques et les opérations d'assurance relatives à cette garantie dans la liste des biens, produits et services dont les prix sont réglementés a été réglé par la loi n° 110.14. **Par conséquent, le projet d'arrêté soumis au Conseil de la Concurrence par le Gouvernement ne nécessite pas son Avis.**

# Annexes



## Annexe 1 : La lettre objet de la demande d'Avis du Conseil de la Concurrence relatif au projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi



وبعد، يشرفني أن أخبركم أن القانون رقم 110.14 قد أحدث نظاما لتغطية عواقب الوقائع الكارثية يهدف إلى ضمان تعويض عن الأضرار اللاحقة بضحايا هذه الوقائع، حيث أحدث صندوق التضامن ضد الوقائع الكارثية مكلف بتعويض الأشخاص غير المؤمنين كما سن إيجابية إدراج الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية على مستوى بعض عقود التأمين التي تغطي الأضرار التي تلحق بالمتلكات أو المسؤولية المدنية.

ويظل دخول النظام السالف الذكر حيز التنفيذ مقرونا باتخاذ مجموعة من النصوص التطبيقية، من بينها قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة، المتخذ باقتراح من هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي، والذي يحدد، تطبيقا لأحكام المادتين 248 و248-2 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، خلوص التأمين، أسقف التعويض والأقساط أو الاشتراكات المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية وكذا نسب العمولة برسم عرض عمليات التأمين المتعلقة بهذا الضمان.


ونظرا للطابع الاستعجالي الذي يكتسبه هذا النظام، أشرف بأن أوافيكم طيه بنسخة من القرار السالف الذكر راجيا منكم إبداء رأيكم بشأنه، وذلك حتى يتسنى نشره بالجريدة الرسمية في تمم شهر نونبر المقبل، علما أنه سيتم عرضه أيضا على لجنة الأسعار المشتركة بين الوزارات من أجل إبداء رأيها بخصوصه قبل إدراج كل من الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية وعرض عمليات التأمين المتعلقة بهذا الضمان ضمن قائمة السلع والمنتجات والخدمات المنظمة أسعارها.

وتفضلوا بقبول فائق التقدير والاحترام.


سعد الدين العثماني

Annexe 2 : La note de présentation relative au projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi


Royaume du Maroc



Le Ministre



المملكة المغربية  
I . X H A E T I H E V O I E



وزير الاقتصاد والمالية  
I . C . U . O . I + A C O . A : E Q X

الوزير  
I . C . U . O . O

**مذكرة تقديمية**

**تتعلق بقرار لوزير الاقتصاد والمالية بتطبيق بعض أحكام القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 64-1 من نفس القانون**




خول المرسوم رقم 2.19.599 القاضي بتغيير وتتميم المرسوم رقم 2.18.1009 بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، للسلطة الحكومية المكلفة بالمالية تحديد بعض الأحكام المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية، المدرج بموجب القانون رقم 110.14 القاضي بإحداث نظام لتغطية عواقب الوقائع الكارثية وبتغيير وتتميم القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

وفي هذا الاطار، يقترح مشروع القرار رفقته، تحديد ما يلي:

- السقف الإجمالي للتعويض عن الضمان برسم كل واقعة في ثلاثة (3) مليارات درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى عامل طبيعي وثلاثمائة (300) مليون درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى الفعل العنيف للإنسان؛
- السقف الاجمالي للتعويض برسم كل سنة في تسعة (9) مليارات درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى عامل طبيعي و ستمائة (600) مليون درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى الفعل العنيف للإنسان؛
- مبالغ خلوص التأمين وأسقف الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية؛
- الأقساط أو الاشتراكات المتعلقة بهذا الضمان؛
- نسبة العمولة برسم عرض عمليات التأمين المتعلقة بهذا الضمان في 3% من القسط أو الاشتراك المتعلق بالضمان صافي من الرسوم.

هذا هو موضوع القرار رفقته.

### Annexe 3 : Le projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n° 17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi

 <p>ROYAUME DU MAROC Ministère de l'Economie et des Finances Le Ministre</p>		 <p>المملكة المغربية وزارة الاقتصاد والمالية الوزير D3930 / 19/DTTE</p>
<p>قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم ..... صادر في ..... (.....) بتطبيق بعض أحكام القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 64-1 من نفس القانون.</p>		
<p>وزير الاقتصاد والمالية، بناء على القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.238 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002)، كما وقع تغييره وتتميمه، ولاسيما المواد 64-7، 248 و248-2؛ وعلى المرسوم رقم 2.18.1009 الصادر في 23 من شعبان 1440 (29 أبريل 2019) بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، كما وقع تغييره وتتميمه؛ وبعد استطلاع رأي هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي،</p>		
<p>تأشيرة الأمين العام للحكومة</p>		
<p>قرر ما يلي :</p>		
<p>المادة الأولى</p>		
<p>تطبيقاً لأحكام المادة 64-7 من القانون رقم 17.99 المشار إليه أعلاه:</p>		
<p>يحدد السقف الاجمالي للتعويض برسم كل واقعة في :</p>		
<p>- ثلاثة (3) مليارات درهم اذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى عامل طبيعي؛</p>		
<p>- ثلاثمائة (300) مليون درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى الفعل العنيف للإنسان.</p>		
<p>يحدد السقف الاجمالي للتعويض برسم كل سنة في :</p>		
<p>- تسعة (9) مليارات درهم اذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى عامل طبيعي؛</p>		
<p>- ستائة (600) مليون درهم إذا تعلق الأمر بواقعة كارثية يرجع السبب فيها إلى الفعل العنيف للإنسان.</p>		

## المادة 2

رغم كل اتفاق مخالف وتطبيقا للمادة 248 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، تحدد مبالغ خلوص التأمين والأسقف المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 64-1 من نفس القانون برسم كل واقعة كما يلي :

نوع المال	سقف الضمان (بالدرهم)	خلوص التأمين
١ مبنى صناعي أو تجاري أو معد للاستعمال كمتندق أو مستشفى أو مصحة	5.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 20.000 درهم.
٢ مبنى معد للسكن	2.000.000	10% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 7.000 درهم.
٣ مبنى آخر بما في ذلك المباني قيد البناء	3.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 20.000 درهم.
٤ محتوى المباني الصناعية	2.500.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 20.000 درهم.
٥ محتوى المباني المعدة للاستعمال التجاري أو كمتندق أو مستشفى أو كصحة	5.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 20.000 درهم.
٦ محتوى المباني المعدة لغرض محلي	1.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 10.000 درهم.
٧ محتوى المباني المعدة للسكن	400.000	10% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 5.000 درهم.
٨ محتوى أنواع المباني الأخرى	1.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 10.000 درهم.
٩ عربة برية ذات محرك	200.000	10% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 3.000 درهم.
١٠ ملك آخر	1.000.000	15% من مبلغ الأضرار مع حد أدنى لا يقل عن 5% من القيمة المؤمن عليها دون أن يتجاوز 10.000 درهم.

عندما يغطي العقد عدة مباني، يطبق السقف و خلوص التأمين المشار إليها في البنود من (1 إلى 8) أعلاه، عن كل مبنى، عن كل محتوى وعن كل واقعة.

عندما يغطي العقد عدة عربات، يطبق السقف و خلوص التأمين المشار إليها في البند (9) أعلاه، عن كل عربة وعن كل واقعة.

عندما يغطي العقد عدة أموال مشار إليها في البند (10) أعلاه، يطبق السقف و خلوص التأمين، عن كل مال وعن كل واقعة.

### المادة 3

تطبيقاً لأحكام المادة 2-248 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، يحدد القسط أو الاشتراك المتعلق بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 1-64 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، المرتبط بعقود التأمين التي تغطي الأضرار اللاحقة بالأموال غير العربات البرية ذات محرك، في نسبة 8% من القسط أو الاشتراك المتعلق بضمان أو بضمانات الأضرار اللاحقة بالأموال المنصوص عليها في هذه العقود.

لا يمكن أن يتجاوز القسط أو الاشتراك السنوي المتعلق بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المشار إليه في الفقرة السابقة سقف مائة ألف (100.000) درهم. عندما تختلف مدة العقد عن سنة، يحدد السقف السالف الذكر حسب نسبة التناسب الزمني.

عندما يغطي العقد عدة مباني، يطبق السقف المحدد وفق الفقرة الثانية أعلاه عن كل مبنى وعن كل محتوى.

عندما يغطي العقد عدة أموال، يطبق السقف المحدد وفق الفقرة الثانية أعلاه عن كل مال.

تحدد نسبة القسط أو الاشتراك المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية السالف الذكر والمرتب بعقود التأمين التي تغطي الأضرار اللاحقة بالعربات البرية ذات محرك في 1,5% من القسط أو الاشتراك المتعلق بضمان أو بضمانات الأضرار اللاحقة بالعربات البرية ذات محرك المنصوص عليه في العقود المذكورة.

### المادة 4

يحدد القسط أو الاشتراك المتعلق بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 1-64 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، المرتبط بعقود التأمين التي تغطي المسؤولية المدنية التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية أو المادية اللاحقة بالأغيار والتي تسببت فيها عربة برية ذات محرك مشار إليها في المادة 120 من نفس القانون، بتطبيق نسبة 2% بالنسبة "للعربات المخصصة للنقل العمومي للمسافرين" ونسبة 3,5% بالنسبة للاستعمالات الأخرى، على القسط أو الاشتراك المتعلق بضمان المسؤولية المدنية السالف الذكر.

### المادة 5

تطبيقاً لأحكام المادة 2-248 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، يحدد القسط أو الاشتراك المتعلق بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية المنصوص عليه في المادة 1-64 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر المرتبط بعقود التأمين غير تلك المشار إليها في المادة 4 أعلاه، التي تغطي المسؤولية

المدنية التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية اللاحقة بالأغيار غير مأموري المؤمن له الموجودين بالأماكن المنصوص عليها في العقود المذكورة في 2% من القسط المتعلق بضمان المسؤولية المدنية.

#### المادة 6

تطبيقا لمقتضيات المادة 2-248 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، تحدد نسبة العمولة برسم عرض عمليات التأمين المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية في 3% من القسط أو الاشتراك المتعلق بهذا الضمان صافي من الرسوم.

#### المادة 7

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في ..... 30.03.2019.....

وزير الاقتصاد والمالية

وزير الاقتصاد والمالية

إمضاء: محمد بنشعرون

## Annexe 4 : Liste des Administrations, Institutions et Organisations auditionnées

<b>Les Ministères</b>
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration
<b>Les Institutions Publiques</b>
L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale Le Fonds de Solidarité contre les Evénements Catastrophiques
<b>Les Organisations Professionnelles</b>
La Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance
<b>Institutions du secteur privé</b>
Compagnie d'Assurance Transport

## Annexe 5 : l'instance chargée d'instruire l'Avis du Conseil de la Concurrence

<b>Le Rapporteur Général</b>
Khalid El Bouayachi
<b>Le Rapporteur Général Adjoint</b>
Mohamed Hicham Bouayad
<b>Le Rapporteur de la demande d'Avis</b>
Wael Sebbahi



**Annexe 6 : Liste des membres de la commission permanente qui ont délibéré sur l'Avis du Conseil relatif au projet d'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration pris en application de certaines dispositions de la loi n°17.99 portant Code des Assurances, relatives à la garantie contre les conséquences des événements catastrophiques visée à l'article 64-1 de la même loi**

<b>Le Président</b>
Driss Guerraoui
<b>Le Secrétaire Général</b> (assiste sans voix délibérative)
Mohammed Abouelaziz
<b>Les Vice-présidents</b>
Abdelghani Asnaina Jihane Benyoussef Abdellatif El M'kaddem Hassan Abouabdelmajid

## Références

- الظهير الشريف رقم 1.11.91 الصادر في 27 من شعبان 1432 (29 يوليو 2011) بتنفيذ نص الدستور، الجريدة الرسمية عدد 5964، الصفحة 3600، المطبعة الرسمية، الرباط، يوليو 2011؛

- الظهير الشريف رقم 1.14.117 الصادر في 2 رمضان 1435 (30 يونيو 2014) بتنفيذ القانون رقم 20.13 المتعلق بمجلس المنافسة، الجريدة الرسمية عدد 6276، الصفحة 6095، المطبعة الرسمية، الرباط، يوليو 2014؛

- الظهير الشريف رقم 1.14.116 الصادر في 2 رمضان 1435 (30 يونيو 2014) بتنفيذ القانون رقم 104.12 المتعلق بحرية الأسعار والمنافسة، الجريدة الرسمية عدد 6276، الصفحة 6077، المطبعة الرسمية، الرباط، يوليو 2014؛

- الظهير الشريف رقم 1.16.128 الصادر في 21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016) بتنفيذ القانون رقم 49.15 بتغيير وتتميم القانون رقم 15.95 المتعلق بمدونة التجارة وسن أحكام خاصة بآجال الأداء، الجريدة الرسمية عدد 6501، الصفحة 6647، المطبعة الرسمية، سبتمبر 2016؛

- الظهير الشريف رقم 1.16.152 الصادر في 21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016) بتنفيذ القانون رقم 110.14 المتعلق بإحداث نظام لتغطية عواقب الوقائع الكارثية وتغيير وتتميم القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، الجريدة الرسمية عدد 6502، الصفحة 6830، المطبعة الرسمية، شتنبر 2016؛

- الظهير الشريف رقم 1.02.238 الصادر في 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) بتنفيذ القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، الجريدة الرسمية عدد 5054، الصفحة 3105، المطبعة الرسمية، نونبر 2002؛

- المرسوم رقم 2.18.1009 الصادر في 23 من شعبان 1440 (29 أبريل 2019) بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، الجريدة الرسمية عدد 6778، الصفحة 2707، المطبعة الرسمية، ماي 2019.